

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 134
JEUDI 10 FÉVRIER 1972

Aggravation des conditions de vie et de travail... fascisation accrue... guerre des gangs monopolistes... une seule issue :

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE !

Quel pitoyable et révoltant guignol que l'avant-scène politique de la V^e République bourgeoise. Un Premier ministre capitaliste mis en cause dans de « sombres » combines fiscales. Un ministre des Finances secrètement satisfait, puis très embarrassé et prêt à se dédouaner par un discours « technique » sur les bienfaits de l'« avoir fiscal ». Un président-banquier, enfin, qui recommande le silence entre un voyage en Afrique et une chasse au sanglier à Chambord, etc.

Mais ce « triste » spectacle n'est-il que la conséquence de l'« affaire Chaban », et cette « affaire » là est-ce un coup de tonnerre dans un ciel serein ? Nullement !

S'il est vrai que le « scandale » dans lequel est impliqué le Premier ministre n'est que l'apothéose d'une suite de « scandales » qui ont pour l'essentiel touché des politiciens liés de près à Chaban-Delmas, tels Rives-Henrys. S'il est vrai également qu'il s'agit là d'une partie seulement, la plus voyante, de la guerre des gangs monopolistes, il n'en reste pas moins que la raison profonde de la crise politique c'est l'approfondissement de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, l'intensification de la lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs contre l'exploitation et l'oppression de plus en plus féroces du Capital.

En effet, après la tempête révolutionnaire de Mai 68 et le sauvetage in-extremis du système à Grenelle, le pouvoir gaulliste, représentant les intérêts des monopoles capitalistes, tout à fait surpris par la puissante colère de notre peuple, n'eut qu'une hâte, celle de « désamorcer » la lutte des masses laborieuses et préparer son appareil de répression pour faire face à l'inévitable révolution à venir.

De Gaulle promit la « participation » : tous les ouvriers deviendraient des capitalistes ! E. Faure devait calmer les étudiants. Après la chute de De Gaulle, c'est à Chaban-Delmas que fut confiée la « continuité ». Il s'agissait pour les monopoles de s'appuyer au maximum sur la ligne de collaboration de classe des dirigeants traîtres à la classe ouvrière. « Société nouvelle », « contrats de progrès », « participation », voilà quelques balivernes qui n'ont pas fait long feu. Le mouvement révolutionnaire des masses prend une nouvelle ampleur face à l'aggravation énorme des conditions de vie et de travail.

Dans le camp de la contre-révolution, c'est l'affolement et la préparation fébrile de nouvelles combinaisons politiques.

C'est à qui tiendra la barre, pour tromper le mieux les masses.

C'est pourquoi nous, marxistes-léninistes, nous disons :

1° L'« affaire » Chaban-Delmas ne peut en aucune manière être restreinte à un simple problème de réforme de la fiscalité.

2° Chaban-Delmas n'est qu'un politicien bourgeois et son remplacement pas plus que celui du gouvernement dans le cadre du capitalisme ne changerait rien à la dictature de la bourgeoisie.

3° SEULE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INSTAURANT LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT PERMETTRA DE BALAYER L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, LE PLUS GRAND DES « SCANDALES ».

HORS D'IRLANDE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE!

PAGE 4



Les impérialistes britanniques, harcelés de toutes parts, ne pourront malgré leurs méthodes fascistes (envois de troupes spéciales, tortures, internements, assassinats...) maintenir leurs troupes. Le peuple irlandais en armes les chassera !

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

Doubler la diffusion de l'« Humanité Rouge »

Pour préparer la révolution prolétarienne, il faut préparer idéologiquement la classe ouvrière.

Pour cela, les communistes marxistes-léninistes, les sympathisants, les lecteurs doivent faire encore plus pénétrer « L'Humanité Rouge » au sein de la classe ouvrière.

Des initiatives positives ont déjà été prises en ce sens. Des cercles ou comités de diffusion de « L'Humanité Rouge » dans certaines régions — encore peu nombreux — ont presque doublé leur diffusion. Par exemple des militants ont convaincu des lecteurs à prendre non plus un exemplaire de « L'Humanité Rou-

ge », mais deux ou trois pour diffuser à leurs camarades de travail ou à leurs voisins. Dans d'autres cas des diffusions ont lieu maintenant — quand les conditions objectives sont remplies — à la porte des usines et dans les gares. D'autres exemplaires ont été remis par la pratique connue des aspects positifs ou négatifs; nos correspondants devraient nous apporter leur contribution afin d'aider les autres cercles ou comités à aller de l'avant.

Les abonnements de propagande à « L'Humanité Rouge » pendant 3 mois pour 10 francs doivent être impulsés afin de gagner à l'idéologie prolétarienne,

de nouveaux lecteurs, des forces nouvelles dans notre combat contre le capitalisme monopoliste d'Etat et pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne.

A la veille du troisième anniversaire de la naissance de « L'Humanité Rouge » notre journal qui a connu au cours de cette période des difficultés venant de l'intérieur et de l'extérieur a remporté de grands succès sur l'ennemi de classe et consolidé son unité idéologique. Aujourd'hui il doit franchir de nouveaux pas, c'est pourquoi chaque cercle, chaque comité de « L'Humanité Rouge » doit s'engager à doubler sa diffusion;

chaque sympathisant, chaque lecteur s'engager à gagner un nouveau lecteur.

C'est une des conditions pour que « L'Humanité Rouge » connaisse un nouveau développement. C'est comme cela qu'il deviendra toujours plus vivant, qu'il reflétera toujours plus les justes luttes des ouvriers, des paysans, des petits commerçants, des intellectuels révolutionnaires qui combattent classe contre classe, le capitalisme

monopoliste d'Etat, et qu'il démasquera toujours plus les commis de la classe des capitalistes infiltrés dans le mouvement ouvrier. C'est aussi par la pénétration de « L'Humanité Rouge » dans les foyers ouvriers que ceux-ci reprendront confiance dans la force que représente la classe ouvrière face à la petite poignée d'exploiteurs capitalistes.

En avant pour faire triompher l'idéologie prolétarienne!

EN RAISON DU MANQUE DE PLACE, IL NOUS EST IMPOSSIBLE DE PASSER CETTE SEMAINE UN COMPTE-RENDU DES ASSISES NATIONALES DU P.S.U. SUR LES MINORITÉS NATIONALES. AUXQUELLES VOTRE JOURNAL INVITE AVOIR ENVOYÉ 2 OBSERVATEURS. DE MEME POUR LA SOUSCRIPTION (DONT LE TOTAL EST DE 2 127 F) REPORTEE A LA SEMAINE PROCHAINE.

PÉRIGUEUX :

ESCROCS DE LA PÈGRE ET ESCROCS POLITIQUES, AGENTS DE LA BOURGEOISIE

Depuis plusieurs années, nous avons à maintes reprises mis en garde les militants révolutionnaires contre les agissements à Périgueux et dans sa région, de la clique Charbonnier associée à la tribune des Ridouin, escrocs tout court et escrocs politiques, qui tentaient de se faire passer auprès des gens naïfs, et trop crédules, pour marxistes-léninistes, en s'auto-proclamant « maoïstes ». Ce vocable ultra-gauchiste, inventé par la bourgeoisie et les révisionnistes, a été utilisé pour jeter le discrédit sur l'authentique mouvement marxiste-léniniste qui est né en 1964 avec les premiers cercles et qui a ensuite donné naissance au Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France le 31-12-1967. Cette opération de la bourgeoisie a été mise en échec.

Les CHARBONNIER-RIDOUIN avaient été démasqués comme vulgaires escrocs et voleurs, au préjudice d'organisations et de militants. Qu'ils aient également volé et escroqué des sociétés de vente par correspondance ne relève en aucun cas de l'idéologie prolétarienne et de la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais de l'idéologie anarchiste et petite bourgeoise. D'autre part il est bien connu que les repris de justice de cette espèce deviennent des indicateurs de police, des agents provocateurs qui tentent de s'infiltrer dans le mouvement révolutionnaire. Les cas ne manquent pas dans l'histoire.

Ils viennent d'être traduits devant les tribunaux pour avoir détourné plus de cinq millions d'anciens francs à l'aide d'un mécanisme d'escroquerie qu'ils avaient mis au point et en prati-

que depuis 1964.

On pourrait s'étonner que ces gens-là aient pu ainsi agir impunément pendant des années, malgré nos avertissements aux militants. Ont-ils bénéficié d'une protection occulte? pour quel prix en échange? Effectivement le moment choisi et l'exploitation politique qui en est faite montrent le mécanisme d'une provocation de style policier, qui néanmoins aura manqué son but, grâce à la vigilance ancienne de nos camarades.

Cette affaire tombe justement à propos, au moment où la lutte de classe chez les cheminots de Périgueux vient de connaître un bond en avant dont nous allons bientôt nous faire l'écho. Non l'affaire Charbonnier ne pourra pas faire diversion aux soucis des bons révisionnistes, les masses ne marcheront pas.

Ainsi la presse bourgeoise et révisionniste a pu titrer: « Des animateurs de groupes gauchistes poursuivis pour cinq millions d'anciens francs d'escroqueries ». Bien entendu, qu'est-ce que cinq millions d'anciens francs par rapport aux escroqueries de plusieurs milliards des gens de l'UDR impliqués dans les récents scandales?

D'autre part, les révisionnistes ne doivent pas oublier que Charbonnier a été membre du P-C-F s'il n'a jamais fait partie des organisations marxistes-léninistes dans lesquelles il avait vainement tenté de s'infiltrer, repoussé par nos militants connus de « L'Humanité Rouge ».

Que Charbonnier ait appartenu par contre à des groupes ultra-gauchistes ou gauchistes petit-bourgeois, ce n'est pas notre affaire, c'est à eux de s'en expliquer et de se justifier, s'ils l'estiment utile. Quant à nous c'est une occasion de plus d'attirer l'attention et la vigilance, de nos militants, sur ces organisations petites-bourgeoises où les filices introduisent leurs agents, pour mieux les démanteler et jeter du même coup le discrédit sur le mouvement révolutionnaire.

Seule l'idéologie prolétarienne permet de mettre en échec de telles provocations. Vérifier le passé de ceux qui insistent pour entrer dans nos rangs, par une sérieuse enquête auprès des masses. Vérifier que leur vie pratique, leurs sources de revenus répondent aux critères de l'idéologie marxiste-léniniste.

Centenaire de la naissance du physicien Paul Langevin

A l'occasion du centenaire de la naissance du physicien connu français, Paul Langevin, l'université d'Etat de Tirana a organisé une réunion avec la participation des étudiants et des pédagogues de la Faculté des sciences naturelles.

Nuci Panidhi, pédagogue de la

chaire de physique de la Faculté des sciences naturelles a parlé de la vie et de l'œuvre du grand savant.

A cette même occasion la radio télévision albanaise a consacré une émission, lors de laquelle a parlé le professeur Sotin Kuneshta.

Parmi les luttes de la semaine

SHELL-BERRE (Bouches-du-Rhône)

Plus de 90 % des ouvriers de la Shell française, Shell chimie, Cochimie ont fait grève plusieurs jours, à la suite de leurs camarades de Shell Poul-lac, grève décidée par une assemblée générale de plus de 2 000 travailleurs. Les Raffineries ont dû cesser de fonctionner totalement.

Leur cahier de revendications portait sur de nombreux points:

— Salaires: Rattrapage, amélioration du pouvoir d'achat pour les plus bas salaires; 13^e mois garanti; primes de quart, etc.

— Effectifs: Augmentation du nombre des postes; 6 hommes minimum par poste.

— Repas chauds sur le lieu de travail.

— Retraite plein tarif à 60 ans pour tous.

— Respect et amélioration des droits syndicaux.

La grève a été observée massivement, mais la CGT et les autres directions syndicales ont imposé « l'ordre et la dignité », c'est-à-dire la possibilité pour les jaunes de poursuivre le travail et le refus de l'occupation.

Cela fait le jeu de la direction qui cherche toujours à diviser les travailleurs en les amenant à reprendre pour quelques miennes. Les travailleurs ont repris sans avoir obtenu des revendications importantes. Mais leur colère est grande.

Unité à la base et dans l'action contre les patrons, les jaunes et les brisours de grèves!

CHEVRON CHEMICAL COMPANY (Port-de-Bouc)

Les 150 travailleurs de l'usine, unanimes, sont en grève depuis plusieurs jours avec occupation

de l'usine. Ils ont tenté d'imposer à la direction la discussion de leur cahier de revendications et la satisfaction de celles-ci.

MINEURS DE FER (Lorraine)

400 ouvriers de l'entretien ont fait grève jeudi dans les 5 mines de fer du haut-plateau et de la vallée de l'Orne, pour refuser les licenciements annoncés et la diminution des salaires imposée par la direction.

Les mineurs de Tucquegnieux ont fait grève et manifesté à l'annonce de 50 nouveaux licenciements.

Contre les menaces de licenciement, occupons les usines!

Les 40 heures tout de suite et sans diminution de salaires!

S.M.V. (Villeurbanne)

Nouveaux débrayages pour refuser la diminution des salaires de 11 % qu'entend imposer la direction.

Pas de salaires à moins de 1 200 F!

RHONE-POULENC (Saint-Fons)

Débrayage suivi à 80 % et participation massive des travailleurs à un meeting pour l'amélioration des conditions de sécurité dans le travail, et par solidarité avec leurs camarades du Roussillon victimes de brigades anti-syndicales.

LUCHERE (Aiane)

Depuis le 2 février 90 % des 200 ouvriers sont en grève pour imposer la revalorisation de leurs salaires

P.T.T.

Les grèves commencées dans les centres de Tri de Paris-Chèques se développent dans tout le pays: A Clermont, Toulouse, Lille, Lyon, les postiers multiplient les débrayages pour exiger les quarante heures tout de suite et sans diminution de salaires.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïsté-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles):

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatif)

Date:

Pseudonyme

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinalre	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger:			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226 72 La Source ou par timbres

S. N. C. F. : LE CONTRAT DE 1972 EN ECHEC !

Les syndicats n'ont pas osé signer le contrat proposé cette année par les dirigeants de la S.N.C.F., agents directs du pouvoir des monopoles représenté par Pompidou - Chaban - Giscard - Marcellin - Pleven et Cie. L'envie ne leur manquait pas, sinon les bonzes n'auraient pas accepté de palabrer dans trois réunions de la *Table ronde*, les 14, 20 et 31 janvier 1972.

Bien entendu, la peur du verdict des cheminots au cours des élections professionnelles prévues en mars 1972, dont la validité pour les mandats de délégués a été portée de deux ans à trois ans, y aura été pour quelque chose. Aucun syndicat ne veut être en reste sur ses confrères, et par démagogie ils font semblant d'abandonner la collaboration de classe en refusant de signer. C'est ainsi que s'explique en particulier la position des réactionnaires jaunes et briseurs de grève, F.O., C.F.T.C., autonomes, F.G.A.A.C., cadres : par pur électoralisme ! pour refaire le chemin perdu !

Pour la C.G.T., la tactique est plus grave. Après avoir refusé de signer fort justement en 1970 (la C.F.D.T. avait signé !), les dirigeants de la C.G.T. bradent en deux mois les enseignements de leur congrès de novembre 1970 (voir brochure H.-R., supplément n° 131) avaient engagé la main dans l'engrenage de *collaboration ouverte*, en signant l'accord de 1971, sous prétexte que c'était un « bon accord » (sic).

La grève de juin 1971, si elle a été un échec du point de vue de la satisfaction des revendications, elle aura été une victoire de la lutte des classes chez les cheminots. Elle a balayé le contenu de l'accord pourri en posant les véritables revendications immédiates, non résolues par cet accord :

— LES QUARANTE HEURES DE SUITE, SANS ETAPE, LIEES A L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS ;

— ARRET DE LA COMPRESSION DES EFFECTIFS ET DU DEMANTELEMENT DE LA S.N.C.F. POUR LE PROFIT DES MONOPOLES ;

— DIMINUTION DES CADENCES ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL PAR UNE REFONTE COMPLETE DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL : P 4 sédentaires et roulants ;

— REVALORISATION DES SALAIRES ET RETRAITES PAR UNE AUGMENTATION UNIFORME PORTANT LE COEFFICIENT 100 à 100 000 anciens francs, ce qui ferait actuellement 137 000 A.F. pour le manoeuvre à l'essai, salaire brut, sans compter les primes et indemnités ;

— INDEMNITE DE VIE CHERE UNIFORME, AU TITRE DU RATTRAPAGE, SUITE A L'AUGMENTATION SCANDALEUSE DU COUT DE LA VIE ET DES IMPOTS.

On sait comment la C.G.T., en tête et la C.F.D.T. suiviste, ont bradé la grève de juin en inventant la revendication parachutée de la « prime de vacances » substituée au cours de l'action et des « négociations » à celles ci-dessus. Dans la tête de Massabieaux - Argalon - Séguy, cela avait pour but de :

— Dresser l'opinion publique contre les cheminots, puis d'utiliser eux-mêmes ce mécontentement contre les cheminots pour faire cesser la grève. En effet, comment étendre à la classe ouvrière un mouvement dont les dirigeants donnaient comme prétexte une prime de vacances de 30 000 anciens francs, sans souci même pour les 300 000 cheminots retraités ou pensionnés (retraite inférieure à celle, honteuse, de la fonction publique) ;

— De limiter la grève à cinq jours en chiffrant la prime de vacances à 30 000 A.F., alors que la grève coûtait en moyenne 6 000 A.F. par jour aux cheminots (compte tenu des retenues complémentaires en plus du salaire pour la caisse des retraites et de prévoyance, etc. car la part patronale est payée par les cheminots, en cas de grève).

Par ailleurs, les dirigeants nationaux C.G.T. et C.F.D.T. prétendaient que les cheminots ne pourraient vaincre seuls (après les avoir isolés) et refusaient de lancer les autres travailleurs dans la lutte. Ils n'avaient même pas, toujours comme en 1968, lancé de mot d'ordre de grève pour les cheminots, le mouvement étant parti de la base, à Avignon-Nice, encore une fois.

Les dirigeants collaborateurs de classe de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ne retenant pour « les négociations » que les revendications n'ayant pas fait l'objet de l'accord de 1971 (rien sur les salaires, rien sur les 40 heures, rien sur le démantèlement) afin de *respecter leur signature*, faisaient reprendre le travail contre la prétendue promesse de la *prime de vacances* pour 1972...

Aujourd'hui l'entente est revenue avec F.O. et Cie : Belle unité ! Mais la réalité est différente des promesses. Elle est amère puisque la S.N.C.F. vient de chiffrer unilatéralement la prime de vacances à... 7 000 A.F. ! Ainsi, il faudra... huit ans de primes de vacances à 7 000 A.F. pour que les cheminots grévistes récupèrent seulement ce qu'ils ont perdu en juin (40 000 à 60 000 A.F.) par la faute des bonzes. Leur capitulation de juin 71 apparaît aujourd'hui comme une véritable trahison des intérêts des cheminots.

La S.N.C.F. va donc imposer son contrat, comme si les syndicats l'avaient signé ! C'est bien la preuve que la signature des syndicats en 1971 ne servait qu'à empêcher les cheminots d'agir, à figer leurs revendications pour un an.

En juin 71, malgré les signatures, les cheminots ont montré qu'ils avaient les mains libres. Par la pratique, ils ont fait l'expérience négative des « bons accords » de progrès, et de la trahison honteuse des directions fédérales.

L'expérience cheminote sera profitable à l'ensemble de la classe ouvrière. Fini le masque des « accords » bidon. Nous allons le voir, aux Charbonnages, chez Renault, à la R.A.T.P., etc. La lutte de classe va être plus radicale.

Les dirigeants félons fédéraux, de la C.G.T. en tête, ne peuvent plus faire illusion, comme avant, chez les cheminots. Leur trahison de juin 71 après celle de la signature de contrat en janvier 71 ne peut s'effacer par enchantement par cette comédie tragi-comique de la non-signature 1972 qu'ils justifient par le refus de la S.N.C.F. de n'offrir que 5,5 % au lieu de 6 % demandés par Massabieaux-Argalon.

La lutte de classe, chez les cheminots, comme dans la classe ouvrière, va connaître un nouveau bond en avant. Les dirigeants S.N.C.F. qui ont tenté de lier l'augmentation des salaires à une augmentation de la P.I.B. (production intérieure brute) vont s'en rendre compte les premiers à leurs dépens. Les bonzes réformistes et révisionnistes connaîtront également de graves déboires et M. Argalon n'a pas fini de se déplacer dans toute la France pour tenter de « recoller les morceaux » ou pour « vider l'abcès » comme il dit. S'il y a abcès chez les cheminots, c'est d'abcès révisionniste qu'il s'agit, et les marxistes-léninistes sont prêts à faire œuvre de chirurgie.

DUBALLAST.

S. C. P. M. : (Marseille)

S.C.P.M., un comptoir pharmaceutique où l'on exploite 120 travailleurs à outrance (770 F par mois pour 40 heures par semaine).

S.C.P.M., une boîte où ceux de la maîtrise se conduisent en véritable Kapo.

S.C.P.M., une boîte où les cadences ne sont pas signifiées au sifflet ou au chronomètre mais à coup de chariot dans les jambes aux cris de : « Commande urgente ».

S.C.P.M., une boîte où, quand un chauffeur a plusieurs accrochages, on le vide alors qu'il fait 250 kilomètres par jour, toujours plus vite, toujours plus pressé à cause des sanctions et cela 54 heures obligatoires par semaine.

Mais aussi S.C.P.M., une boîte où les travailleurs unis à la base et dans l'action entrent dans la troisième semaine d'une grève pour la garantie d'un emploi menacé par les manœuvres financières et soi-disant légales, « légalité bourgeoise » de leur patron toujours plus avide de gains. Ce même patron qui ne veut rien savoir puis qui signe un papier qui ne vaudra plus rien dans quelques mois lorsqu'il aura changé le nom de l'entreprise.

Après quinze jours de grève, celle-ci se fait durement sentir chez ces travailleurs aux salaires si misérables. Alors, face au patron, la solidarité des ouvriers s'organise par

des collectes avec panneaux explicatifs. En trois jours, près de 3 000 F nouveaux peuvent être ainsi répartis aux plus touchés. Des paysans de Pertuis contactés apportent leurs légumes.

Lundi 31 janvier au matin, les grévistes bloquent l'entrée et personne ne rentre, mais l'après-midi le préfet demande à ce qu'on laisse passer les quatre cadres. Alors ceux-ci montrent leurs quatre vrais visages, ceux de « chiens du patron » et la maigre paye n'est pas distribuée. La colère des travailleurs gronde !

Mardi 1^{er} février, la direction fait appel à la police qui enfonce le piquet de grève afin que quatre ou cinq jaunes dont une déléguée F.O. puissent passer. Ils sont hués comme ils le méritent. Leur sale boulot fini, les flics se retirent et vont monter la garde 50 mètres plus loin. Mais la grève continue, la solidarité aussi.

Mercredi 2 février, les flics montent toujours la garde pour intimider les travailleurs mais ceux-ci continuent la grève, et, dans l'après-midi, la direction annonce une réponse définitive pour le lendemain.

Luttant au coude à coude, les travailleurs de la S.C.P.M. ne s'en laisseront pas compter.

Correspondant H.R.



Les grévistes, au coude à coude, bloquent l'entrée de l'usine.

Comment ça se passe dans les usines...

Je parle de moi-même. Un jour, c'était le 17 décembre 1971, je suis rentré à l'usine comme les autres jours pour travailler, le matin à 7 heures. Je commence à travailler à ma place, j'avais quelques pièces à peindre. Je les peins.

Quand j'ai eu fini ces pièces, j'ai été voir le chef pour qu'il me donne un autre travail. Il m'a dit de le suivre et m'a amené à une machine. J'ai travaillé, j'ai sorti 300 pièces. Après j'avais soif. Je suis parti boire. Trois hommes travaillaient au four. Un de ces hommes m'a vu et m'a appelé pour me dire quelque chose. Je lui ai demandé ce qu'il voulait. A ce moment, le chef est arrivé. Il m'a dit « Hé ! M..., tu travailles là ? » Je lui ai dit : « Non, monsieur, j'ai été boire, ce monsieur m'a appelé et j'ai été voir ce qu'il voulait. » Alors le chef m'a dit : « Les trois hommes qui sont là, tu vas les remplacer. » (Il n'y avait aucune raison !)

Le chef m'a dit ça en criant. En le voyant crier, je n'ai pas voulu faire ce travail, je lui ai dit non. Ça l'a mis en colère, le chef a levé sa main pour me frapper. Moi, j'ai pris une barre par terre pour lui donner un coup. Un des trois hommes qui étaient là a retenu la barre.

Alors le chef a été voir le contre-maître. Je ne sais pas ce qu'il lui a raconté, mais le contre-maître est venu. Il m'a dit : « M..., tu refuses le travail. »

Je lui ai dit que ce n'était pas mon travail, que je travaillais là-bas sur une machine et que j'avais seulement deux mains comme les autres. Il m'a répondu qu'à partir du moment où j'étais entré à l'usine, il fallait que je travaille comme si j'étais à Cayenne.

Je lui ai dit que je n'étais pas un condamné, en prison.

Il m'a répondu : « Si tu ne veux pas être un condamné, reste dans ton pays ! »

J'ai été renvoyé et maintenant je suis au chômage.

Un Travailleur immigré.

P.S. — Les travailleurs immigrés sont victimes d'une exploitation et d'un racisme féroces de la part des capitalistes buveurs de sang. Aussi, au même titre que nous autres travailleurs français, ils nourrissent une haine farouche à l'égard des exploiters et leurs larbins. Notre camarade a eu le courage de se révolter contre les brimades patronales. Mais seul le combat classe contre classe, tous unis à la base et dans l'action, l'action de masse porte ses fruits.

Travailleurs français, travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière ! Tous ensemble classe contre classe !

Correspondant H.R.

HORS D'IRLANDE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE!

L'impérialisme britannique, bien qu'affaibli, tente de maintenir sous sa botte le peuple d'Irlande du Nord pour continuer de l'exploiter, de le maintenir dans la misère (près de 10 % des travailleurs sont chômeurs), de piller les richesses nationales de ce peuple en lutte.

La police royale de l'Ulster, les brigades de police n'y suffisant plus, l'impérialisme britannique a sans cesse augmenté l'envoi de troupes depuis plusieurs années pour « maintenir l'ordre » et accentué sa répression sanglante.

Des camps d'internements ont été construits où sont jetés des milliers d'Irlandais qualifiés de « suspects ». Chaque jour, des arrestations sont opérées, des vérifications d'identités ont lieu dans chaque rue, chaque maison par les forces de répression. Face au peuple en lutte pour son indépendance, l'impérialisme britannique applique les méthodes fascistes de tout impérialisme au seuil de sa perte.

Le peuple irlandais crie sa juste colère : « Hors d'Irlande l'impérialisme britannique ! »

C'est le dimanche 30 janvier à Londonderry que l'impérialisme britannique a commis sa répression la plus sanglante.

L'Association pour les Droits Civiques avait organisé une manifestation groupant plusieurs milliers de travailleurs, de commerçants, d'étudiants pour protester contre l'internement sans procès de six cents « suspects », contre les arrestations arbitraires. Les occupants britanniques avaient interdit cette manifestation. Cette interdiction de l'occupant ne put nullement empêcher les ouvriers descendus des quartiers populaires de Bogside de manifester leur haine à l'opresseur britannique.

C'est à la nuit tombante que les manifestants marchent vers le centre de la ville où devait se tenir un rassemblement avec Bernadette Devlin, se heurtèrent à un premier barrage près de l'hôtel de ville. Là, les forces de répression utilisèrent les gaz lacrymogènes pour refouler les manifestants vers les quartiers de Bogside. Frappant, matraquant les manifestants, les troupes d'occupation, accompagnées de plus de deux cents parachutistes, pourchassèrent les manifestants dans les petites rues. Des coups de feu éclatèrent. Le bilan de cette tuerie : 13 morts, 16 blessés, plus de 50 arrestations.

L'Armée Républicaine Irlandaise

(I.R.A.) lance alors l'ordre de grève générale. A Belfast, les travailleurs ont cessé le travail, les commerçants ont fermé leur magasin en signe de protestation.

La police et les occupants britanniques sont harcelés de toute part, des bagarres ont lieu, des voitures, des autobus sont incendiés. La lutte sur les barricades se poursuit avec violence.

Pendant ce même temps, à la

le drapeau irlandais. Des bouteilles incendiaires sont lancées vers l'ambassade, l'incendie se déclare et ravagera complètement ce symbole de l'impérialisme britannique. Il ne restera que des murs calcinés et une croix blanche en signe de commémoration des 13 morts de Londonderry.

Des manifestations de solidarité à la juste lutte des patriotes irlandais se déroulent mercredi et jeudi :



Malgré le quadrillage des troupes britanniques, qui se protègent derrière des barbelés, le peuple irlandais manifeste sa haine à l'occupant britannique.

Chambre des Communes, Bernadette Devlin, à qui on refusait la parole, s'approche du ministre de l'Intérieur Maudling, qui faisait l'apologie de la tuerie de Derry, et lui déclara : « Vous mentez ! », cela accompagné d'une giflette.

Le 2 février est jour de deuil national dans toute l'Irlande. Les Irlandais de l'Eire (Irlande du Sud) participent à des grèves et manifestations en signe de solidarité avec leurs frères de l'Ulster (Irlande du Nord). A Dublin, devant l'ambassade britannique, les manifestants sont de plus en plus nombreux pour exprimer leur solidarité aux patriotes irlandais, et leur haine à l'impérialisme britannique. Alors que plus de quarante mille manifestants sont rassemblés, le drapeau britannique est arraché, brûlé, et remplacé par

en Angleterre à Londres, manifestation de soutien devant l'ambassade de la République d'Irlande; au Canada à Montréal, devant le siège

de la délégation commerciale britannique, les manifestants ont crié : « Retirez les troupes d'Irlande du Nord ! »; aux Etats-Unis à New York, des manifestants occupent pendant une heure les bureaux de la B.O.A.C.

Mais c'est à Londres de nouveau que le 5 février une manifestation de près de cinq mille personnes s'est déroulée contre le massacre des patriotes irlandais et pour le retrait des troupes britanniques de l'Ulster. De violentes bagarres ont éclaté, les policiers à cheval ont chargé les manifestants. Près d'une centaine de blessés et près de cent trente arrestations.

D'autres manifestations ont eu lieu à Glasgow, à Leeds et Birmingham.

Ce même jour à New York, un millier de manifestants devant les bureaux de la B.O.A.C. et autant devant l'immeuble du *New York Times* aux cris de : « menteurs ! »

A Sydney en Australie, manifestation également.

Malgré le quadrillage et tout un arsenal de guerre (chars, etc.) dans la petite ville de Newry en Irlande la manifestation de protestation contre les mesures d'internement, contre l'assassinat des 13 Irlandais de Derry, pour une Irlande unifiée, organisée le dimanche 6 février par l'Association des Droits Civiques, s'est déroulée avec force, soixante-dix mille personnes en ont fait une puissante démonstration.

Hors d'Irlande les assassins britanniques !

Hors d'Irlande l'impérialisme britannique !

Vive la juste lutte du peuple irlandais !

Jean TORRENT.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



PREPARATIFS DE GUERRE SUR LES ECRANS D'URSS

La bourgeoisie a toujours tenté de tromper le peuple en utilisant l'Art et la Culture — en fait « son » art et « sa » culture — pour le maintien de sa féroce exploitation. Les révisionnistes de Moscou, tout dévoués aux intérêts d'une nouvelle classe bourgeoise, n'hésitent pas à faire de même.

Qu'on en juge :

Un film ignoble, destiné de l'aveu même de ses auteurs à une « diffusion de masse » à travers tous les cinémas soviétiques, vient de sortir sur les écrans de Moscou.

Sous le nom de « Terre Russe » il met en scène une héroïne dont l'aspect « typiquement russe » est fortement souligné par l'absence, dans le film, de tout personnage kirgize, mongols ou de quelque autre nationalité asiatique, contrairement à la tradition destinée à illustrer le caractère multinational de l'URSS.

Ce chauvinisme exacerbé prend tout son sens lorsque le fils de l'héroïne, qui sert dans les blindés, est tué au cours d'un « incident de frontière ». Quelle frontière ? le film ne pipe pas mot sur ce point, mais s'attarde longuement sur les multiples cercueils, la troupe qui rend les armes et les familles éplorées.

Comme le reconnaît le journal « Le Monde » lui-même : « La référence aux combats de l'Oussouri du mois de mars 1969 est parfaitement limpide... on ne pouvait, en fait, illustrer plus clairement le thème du pacifique

labeur russe menacé par les fauteurs de guerre chinois » !

Cette ordure, véritable préparation psychologique du peuple Russe à une guerre d'agression contre la République Populaire de Chine, rejoint les torrents de boues déversés par le chanfre révisionniste Evtouchenko parlant des « hordes barbares venues d'Asie », osant traiter le président Mao Tsé toung de « nouveau Gengis Khan » !

Les aboiements racistes et ultra réactionnaires de ce roquet ne font qu'illustrer la position de ses maîtres. Lors de leur agression contre le territoire et le peuple Chinois, ceux-ci multipliaient les démarches auprès des ambassades occidentales — américaines y compris — pour affirmer qu'ils « défendaient aux frontières chinoises des intérêts communs à tout l'Occident » ! (Les mêmes sans doute dont le labyrinthe ci-dessus nommé s'entretenaient avec Nixon au cours d'un récent « week-end poétique » à la Maison Blanche !)

Oui ! tous les capitalistes, tous les impérialistes ont bien un intérêt commun ! maintenir les peuples sous la botte de leur exploitation !

Mais qu'ils prennent garde, les révisionnistes du Kremlin qui crachent leur venin anti-chinois par peur de voir leur trahison ouvertement démasquée. Le glorieux peuple des Soviets a su se débarrasser des tsars et des capitalistes qui l'opprimaient, il balayera de la même façon ces nouveaux bourgeois !

Culture et art prolétarien une arme de la Révolution !

« Notre littérature et notre art servent au même titre la grande masse du peuple, au premier chef les ouvriers, les paysans et les soldats; ils sont créés pour eux et utilisés par eux. »

« Que l'ancien serve l'actuel, que ce qui est étranger serve ce qui est national. »

« Que cent fleurs s'épanouissent, qu'en rejetant ce qui est révolu on crée le nouveau ! »

(MAO TSE-TOUNG.)

Trois films chinois projetés dans les salles de cinéma parisiennes ! (1). Voilà un événement important qui réjouit tous les amis de la Chine Rouge car ils sont pour nous un exemple vivant, les messagers de l'art prolétarien chinois, art créé tout entier par le peuple et pour le peuple.

Parmi eux, « La guerre des souterrains » fait revivre — car le peuple doit garder intacte la mémoire de ses luttes passées — l'héroïque guerre de résistance menée par les paysans chinois contre l'agresseur japonais, durant la dernière guerre mondiale. Guerre populaire, c'est-à-dire du peuple tout entier, hommes, femmes, enfants, vieillards, étroitement unis, mobilisés jusqu'au dernier pour transformer, par un réseau de souterrains astucieux et des trésors d'esprit d'offensive et de détermination, leur fragile village en une redoutable place forte. Place forte purement défensive d'abord, puis — on apprend la guerre en la faisant ! — puissamment offensive, et contre laquelle l'envahisseur japonais se brisera les reins. Cet envahisseur japonais fait grimacer les critiques bourgeois qui s'attachent à en « regretter l'aspect caricatural ». Mais pour le peuple chinois, parmi lequel l'agression japonaise semait la souffrance et la mort, l'ennemi pouvait-il avoir un autre visage que celui de ces pantins féroces et ridicules ? Non ! pas plus que l'agresseur yankee n'a actuellement un visage différent pour le peuple vietnamien mobilisé lui aussi dans une victorieuse guerre populaire !

LE DÉTACHEMENT FÉMININ ROUGE

(SCENARIO)

Wou Tsing-houa, fille de paysans pauvres, qui ne se résigne pas à être esclave, a été reprise, après plusieurs tentatives d'évasion, et suspendue à un poteau. Laose, homme de main de Nan le Tyran, a reçu de ce dernier l'ordre de la vendre. Soulevée par la haine implacable qui l'anime, Wou Tsing-houa renverse Laose d'un coup de pied et s'enfuit par la porte laissée ouverte.

Dans un bois de cocotiers ténébreux. A peine sortie de l'enfer, Wou Tsing-houa n'échappe pas pour autant à la poursuite des hommes de main du tyran ; elle se débat de toutes ses forces dans une lutte à mort contre eux. Couverte de blessures, elle tombe évanouie. Comme une averse menaçante, le despote, croyant Wou Tsing-houa morte, s'en va précipitamment avec ses hommes.

Wou Tsing-houa est découverte par Hong Tchang-tsing, cadre de l'Armée Rouge, qui lui indique le chemin de la base révolutionnaire.

Dans la base d'appui révolutionnaire, des drapeaux rouges flottent au vent. Militaires et civils célèbrent la création du Détachement féminin rouge subordonné à l'Armée Rouge Chinoise des Ouvriers et des Paysans.

Wou Tsing-houa est accueillie chaleureusement et entourée d'une affectueuse sollicitude. Remplie d'une haine implacable envers la classe des propriétaires fonciers, elle condamne avec véhémence les crimes monstrueux de Nan le Tyran. Hong Tchang-tsing, délégué du Parti auprès du Détachement féminin rouge, éduque militaires et civils en évoquant la sanglante oppression de classe que la famille de Wou Tsing-houa a subie de génération en génération : Le peuple opprimé n'arrachera sa libération qu'à condition de prendre le fusil en main pour faire la révolution en suivant le président Mao et le Parti communiste. La foule déborde de combativité. Hong Tchang-tsing et le chef du Détachement acceptent l'admission de Wou

Tsing-houa dans l'Armée. Le chef du Détachement lui remet un fusil. Wou Tsing-houa rejoint les rangs du Détachement féminin rouge.

La scène suivante se passe dans la cour du manoir de Nan le Tyran, au village des Cocotiers.

Se faisant passer pour un gros négociant chinois d'outre-mer, Hong Tchang-tsing, à la tête des combattants et accompagné de Siaopang, pénètre dans le repaire même du tyran, pour lui présenter ses félicitations à l'occasion de son anniversaire. Il a donné rendez-vous au gros de l'Armée Rouge pour déclencher à minuit, au signal d'un coup de pistolet, une attaque simultanée, de l'intérieur comme de l'extérieur, en vue d'anéantir la bande de Nan le Tyran.

A la faveur de la nuit, Wou Tsing-houa s'introduit furtivement dans le manoir. Elle tombe sur Nan le Tyran. N'arrivant pas à réprimer sa fureur, elle tire sur son ennemi juré. Le plan de l'action est ainsi révélé prématurément. Pris de panique, le despote et Laose se sauvent en empruntant une galerie souterraine. Ferme et résolu, Hong Tchang-tsing commande les opérations avec sang froid. Le manoir du tyran est conquis grâce à l'action concertée prévue. L'Armée Rouge ouvre les greniers et distribue le grain aux paysans pauvres. Le village est libéré dans l'allégresse générale.

Au camp de l'Armée Rouge, Hong Tchang-tsing donne un cours politique aux combattants du Détachement féminin rouge. Il leur enseigne cette vérité révolutionnaire : « Le prolétariat ne peut se libérer définitivement qu'en émancipant toute l'humanité. » Wou Tsing-houa prend la résolution de combattre pour la libération de l'humanité entière.

Les troupes réactionnaires du Kuomintang viennent envahir la base d'appui révolutionnaire. L'ordre est donné au Détachement féminin rouge d'aller exterminer l'ennemi. Faisant leurs adieux à la population, les combattants et les

Le célèbre opéra filmé « Le détachement féminin Rouge » représente un autre épisode de la lutte révolutionnaire du peuple chinois, le combat d'un détachement de l'Armée Rouge pendant la deuxième guerre civile révolutionnaire et le lien étroit entre l'armée et le peuple.

Le souffle puissant de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne est en effet passé par l'opéra de Pékin, balayant de la scène les masques réactionnaires et figés des empereurs, rois, généraux, ministres, damoiseaux et damoiselles, charriant le fatras des idées féodales et bourgeoises. Les génies et les princesses ont désormais disparus pour faire place aux paysans et aux ouvriers !

C'est cette révolution idéologique d'importance capitale, car elle dénonce et renverse les positions et les privilèges qu'ils se sont acquis par la trahison de la lutte de classe, que les révisionnistes de tous poils n'arrivent pas à digérer.

En est témoin l'article venimeux que l'« Humanité » du 28-1-72 a cru devoir consacrer à la sortie de ces trois films révolutionnaires. Le tâcheron de service à qui les patrons du P. « C. » F. ont confié la mission d'écrire n'importe quoi sur ces films à condition de tremper sa plume dans la haine contre la Chine Rouge, a piteusement rempli sa sale mission.

La création collective tout d'abord lui semble une idée étrangère puisqu'il nous parle « d'auteurs inconnus » ; la boueuse sottise de l'argumentation qui suit n'a d'égal que son souverain mépris des masses puisqu'il s'esclaffe bêtement à l'idée « qu'en Chine tout le monde participe à la réalisation des films, jusqu'aux cuisiniers des cantines de studios », ce qui l'amène tout droit à conclure qu'« en somme ce programme ne mérite donc pas un autre intérêt que celui d'une curiosité éventuelle relative au recul enregistré par la culture chinoise sous l'effet de la révolution dite « culturelle » et de ses aberrations... »

Qui dit mieux ? en l'occurrence l'« Humanité » s'est brillamment classée à la droite du « Monde » et d'autres journaux bourgeois !

Mais peu importe la rage hargneuse des révisionnistes ; souhaitons que les travailleurs soient nombreux à pouvoir aller voir, pour leurs propres yeux, ce qu'est un art véritablement prolétarien.

(1) Ces trois films sont projetés au Studio Saint-Séverin. La copie de « La construction du pont de Nankin sur le Yang Tsé » a été accidentellement détruite à la projection. Elle doit être remplacée prochainement.



Débordant d'indignation, Wou Tsing-houa dénonce à ses chers frères et sœurs de classe les crimes monstrueux commis par Nan le Tyran.

membres de la Garde Rouge locale partent pour le front, pleinement confiants dans la victoire.

Sous le commandement de Hong Tchang-tsing, une section d'interception composée de soldats et de membres de la Garde Rouge locale défend avec ténacité un col de montagne, pour permettre aux forces principales de l'Armée Rouge de pénétrer dans les arrières de l'ennemi. La tâche d'interception accomplie avec succès, Hong Tchang-tsing couvre ses compagnons d'armes, pour qu'ils se retirent. Luttant vaillamment contre les bandits, il est grièvement blessé, mais, intrépide, il se dresse inébranlable comme un roc.

Sur la lancée de sa victoire, l'Armée Rouge marche sur le repaire du tyran. Celui-ci, saisi de panique, se débat dans les affres de l'agonie, il essaie en vain de forcer Hong Tchang-tsing à se soumettre. Soulevé par une juste indignation, le noble combattant condamne violemment

son cruel adversaire. Faisant preuve de l'héroïsme intrépide d'un communiste, il meurt en martyr.

Les rayons splendides du soleil dissipent les nuages sombres. L'Armée Rouge libère le village des Cocotiers et exécute Nan le Tyran. Les travailleurs opprimés de génération en génération voient aujourd'hui le soleil. A la place de Hong Tchang-tsing tombé en martyr, des milliers et des milliers de révolutionnaires se dressent avec la détermination de mener la révolution jusqu'au bout. Wou Tsing-houa, qui a été admise dans le glorieux Parti communiste chinois au plus fort du combat, est nommée déléguée du Parti auprès du Détachement féminin rouge. Nombreux sont les révolutionnaires qui demandent à s'enrôler dans l'Armée Rouge. Le chant de combat résonne jusqu'au ciel.

En avant, en avant ! Sous le drapeau de Mao Tsé-toung, avançons triomphalement !

CHANTIER DE L'ENTREPRISE NERI (Marseille) :

SEULE LA LUTTE PAYE !

« ...Et alors ?... Toujours fatigués, vous autres !... Tous les mêmes, vous voulez du pognon, mais sans rien foutre !... Qu'est-ce que vous venez branler ici ? Vous n'avez qu'à retourner chez Boumedienne !... »

Voilà comment sont traités, par le chef du chantier, six travailleurs immigrés qui creusent le rocher au marteau-piqueur pendant de longues journées, sous le soleil, la pluie ou le vent !

Le but de ces humiliations est l'exploitation féroce, l'exploitation capitaliste maximum.

En agissant comme il le fait, le chef du chantier ne fait que servir les désirs de ses patrons qui sont les véritables responsables des actes racistes et fascistes de leur chien de garde.

La preuve, la voici : les patrons de l'entreprise Ch. Neri n'ignorent pas que les travailleurs immigrés de ce chantier sont payés « à l'heure » (et mal payés !) alors que les quatre maçons européens qu'ils « servent » sont « à la tâche » ! Ils n'ignorent pas que les immigrés ne « touchent » pas la prime « de rendement » !... qu'ils ne « touchent » pas non plus la prime de « pistolet » de 32 % (prime due à ceux qui travaillent au marteau-piqueur dans la roche) ! Ils n'ignorent pas que les ouvriers du chantier Edmond-Rostand ne « touchent » pas la prime de « panier » pourtant obligatoire sur n'importe quel chantier ! Ils n'ignorent pas que les travailleurs immigrés travaillent des jours entiers sous la pluie « sans vêtements de pluie spé-

ciaux »... Pour eux, il ne pleut jamais assez fort pour que les ouvriers aient droit à « l'intempérie » !...

Un des travailleurs a osé résister... il a été menacé d'être jeté dehors sur-le-champ ! et a dû s'écraser car le chômage est une autre réalité dont se servent les patrons.

Le mécontentement, la colère sont si grandes qu'une lutte a commencé, avec l'aide des militants de l'Humanité Rouge. Et déjà un premier succès a renforcé la volonté de lutte de ces camarades immigrés. Nous reviendrons, si besoin, sur les formes détaillées de l'action engagée...

Vendredi dernier, la pluie tombait, drue, une vraie pluie méditerranéenne... le patron est arrivé vers 8 heures 05 au chantier ; après avoir rapidement fait le tour et constaté la colère des ouvriers, il leur a, contrairement à son habitude, « conseillé » de se mettre « à l'abri » !... Une belle et soudaine sollicitude !... Une heure après, la camionnette apportait bottes de caoutchouc, imperméables et capuchons !

Le chef de chantier est devenu tout miel et n'a injurié personne de toute la journée (s'il reprend ses anciennes habitudes, la lutte reparaitra... un peu plus dure !...).

Travailleurs français et immigrés, militants de l'Humanité Rouge, sympathisants, organisons partout la riposte prolétarienne anti-raciste et contre l'exploitation féroce des travailleurs immigrés.

Seule la lutte paye !

Correspondant H.R.

FONCTION PUBLIQUE :

NON AUX LICENCIEMENTS ! LUTTONS CONTRE LES SANCTIONS !

Le 6 janvier 1972, six délégués et militants syndicaux (trois C.G.T. et trois C.F.D.T.) ont fait l'objet de sanctions de la part de la direction générale de l'I.N.S.E.E., dont le licenciement d'un vacataire (sur les six, un seul est titulaire).

Ces sanctions viennent à la suite d'une manifestation de 200 agents de la direction régionale de Paris, exprimant leurs justes revendications et réclamant la garantie du statut fonctionnaire pour tous. Les militants syndicaux sanctionnés sont considérés comme responsables d'un mouvement de colère « illégal ». En effet, au cours de la manif, des manifestants ont occupé quelque temps le bureau du directeur régional, qui a eu à cette occasion une belle frousse !

À l'annonce des sanctions, les agents de l'I.N.S.E.E. ont immédiatement réagi :

— le 11 janvier, grève à la direction régionale,

— le 13 janvier, l'ensemble du personnel parisien de l'I.N.S.E.E. cesse le travail,

— le 18 janvier, une grève nationale est déclenchée, qui connaît une participation sans précédent depuis le printemps révolutionnaire de 1968.

La direction générale de l'INSEE a partiellement reculé et allégé les sanctions, mais pour les vacataires et non titulaires, les blâmes infligés constituent un licenciement avec sursis. Au moindre prétexte, ces agents seront licenciés !

L'Administration n'en est pas à son premier coup d'essai. Depuis l'application en 1946 du statut général des fonctionnaires, le pouvoir tente de porter atteinte aux garanties conquises par la lutte. Et comme pour l'Etat fascisant actuel, il n'est pas possible de se mettre tous les agents de la fonction publique à dos, il tente des coups d'essais par-ci, par-là. Et en particulier sur le dos des non titulaires, les plus exposés à la répression : en premier lieu dans les P.T.T. et à l'I.N.S.E.E.

Quand on n'a plus besoin des vacataires et auxiliaires (à l'I.N.S.E.E. notamment où le travail de fabrication des statistiques bourgeoises est intermittent), on les jette à la rue.

Devant ces graves menaces, l'ensemble du personnel de la fonction publique est décidé à réagir :

Judi 3 février, 2 000 fonctionnaires réunis devant le ministère des Finances ont manifesté leur soutien aux camarades de l'I.N.S.E.E. et contre la répression de l'Etat patron.

Aux cris de « Nouvelle société = répression à l'I.N.S.E.E. », « Libertés syndicales », « P.T.T. - I.N.S.E.E. », à bas la répression » et « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », la manifestation a parcouru les rues du quartier, banderoles déployées et drapeaux rouges nombreux, nos camarades de l'I.N.S.E.E. ouvrant la marche. Cette manifestation a reflété la grande combativité qui règne chez les fonctionnaires, malgré les tentatives démobilitatrices des dirigeants syndicaux (voulant entre autres nous emmener... à travers le jardin des Tuileries désert).

La lutte des travailleurs de la fonction publique s'inscrit dans le cadre des luttes de la classe ouvrière et des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. Le pouvoir l'a bien compris qui nous a envoyé les C.R.S. en grand nombre. Nous leur avons répondu le poing levé en chantant l'Internationale, reprise par des milliers de voix.

Travailleurs de la fonction publique, la classe ouvrière nous montre la bonne voie : le combat classe contre classe.

Comme le dit l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » (H.-R. n° 130) : « Vous êtes le nombre et la force, si vous en prenez conscience et si vous savez vous unir ».

Levée de toutes les sanctions prises contre les fonctionnaires !

Tous unis, nous vaincrons !
Un fonctionnaire marxiste-léniniste.

Faire rendre gorge à tous les profiteurs !

Pendant que le multimilliardaire Floirat fait vendre le Périgord par radio Europe n° 1 — sa radio —, des ouvriers du Périgord, dont beaucoup de camarades immigrés, crèvent de faim. Parce qu'ils ont été licenciés. Parce que le chômage est inévitable en régime capitaliste.

Selon les chiffres officiels, en une seule année et dans le seul secteur du bâtiment et des travaux publics, 300 ouvriers ont été licenciés et 9 entreprises ont fermé leurs portes. Près de la moitié des ouvriers licenciés étaient employés chez Balout, le parvenu qui exploite plusieurs centaines d'ouvriers, le capitaliste dont la feuille — de choux — U.D.R. célèbre les mérites à longueur d'année (pensez : il a commencé avec seulement une brouette !).

Mais le chômage auquel il a réduit ses ouvriers, les conditions exécrables de travail, le « trafic » organisé de travailleurs portugais, tout cela empêche-t-il ce pacha de dormir, de faire des banquets, de rouler en Mercedes ? Pas du tout ; au contraire, les affaires n'ont jamais si bien marché ! Et la clique réactionnaire qui se pavane et organise paisiblement la misère des ouvriers et paysans de la Dordogne croit pouvoir compter encore sur de beaux jours.

Mais nous saurons faire rendre gorge à tous les profiteurs du régime. Petits paysans et prolétaires, en luttant contre le chômage nous saurons nous unir pour faire triompher notre cause !

Correspondant H.R.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Paris) :

Lutte pour de meilleures conditions de travail

Au C.E.T. de mécanique générale de Chatillon (14^e), le vestiaire où l'on se met en bleu est dans un état lamentable : un hangar où ont été installés les casiers. Par terre c'est du ciment, il y a des trous dans les murs et pas de chauffage.

Depuis qu'il gèle, les bleus sont raidés le matin. C'est ce qui a déclenché la grève des cours lundi matin. Pas de travail sans chauffage !

C'est une vieille revendication des élèves puisque l'année dernière déjà, à la suite de protestations, l'administration avait promis du chauffage... sans l'installer ! car pensez donc le collège doit être bientôt démolli (il faut dire qu'il n'y a pas que les vestiaires qui sont dans cet état !), on ne peut engager de frais !

L'administration a donc cherché à briser la grève. Le directeur laissant tomber le masque de son libéralisme habituel a brandi la circulaire Guichard (intervention des flics, lettre aux parents) en exigeant que les grévistes s'en aillent et laissent les autres

travailler. Après un moment de flottement, tout le monde a décidé de rester dans la cour malgré le froid, en occupant ensuite le restaurant des professeurs puis le foyer.

Le directeur a alors employé une autre méthode : il a promis du chauffage d'ici trois semaines pour démobilitiser les plus hésitants qui ont repris le travail après le repas de midi.

Les plus déterminés (un tiers environ) ont quitté le C.E.T., tandis que l'administration préparait fébrilement l'envoi de pneumatiques aux parents des grévistes (là il y a des crédits !).

Le directeur, en vertu de la loi Guichard, a refusé l'entrée du collège aux grévistes sans la présence des parents. En riposte, la grève reprend pour la réintégration des grévistes, ce qui sera obtenu.

Exigeons des conditions décentes de travail !

A bas la circulaire Guichard !

Correspondant H.-R.

C'est dans les salons qu'on trahit...

Dans son numéro 63 de janvier 72, le journal de l'Union des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. relate une réception organisée sous son égide dans les « salons de la presse C.G.T. ».

Sous le titre : « L'industrie, le commerce, le tourisme et la culture au rendez-vous d'« Options » pour mieux connaître la nouvelle formule », l'article indique que ce rendez-vous « était placé sous le signe de la cordialité et de la technique ». Devant le buffet offert par Pernod, les pontes C.G.T. pouvaient se réjouir de la présence de nombreux capitalistes : Société Générale, Pan American Airways,

Hachette, Larousse, Siemens, BMW, E.D.F.-G.D.F., etc. Et comme le dit le compte rendu, ces messieurs « ont eu le grand plaisir d'accueillir leurs invités ».

Et le compte rendu se termine par ces mots : « Options » les remercie pour leur participation active à cette sympathique soirée ».

Eh oui, camarades qui avez peut-être encore quelques illusions sur ces messieurs qui se disent vos défenseurs ! Voilà où en sont les dirigeants de la C.G.T. !

C'est aussi en sablant le champagne dans les salons qu'on trahit la classe ouvrière.

COMMANDEZ ET DIFFUSEZ :

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

C. G. T. des Cheminots et lutte de classe

A propos du dernier congrès de la Fédération C.G.T. des cheminots

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

**Le P. C. F.
et la lutte
du peuple algérien
pour son indépendance
nationale**

Une étude de Jacques JURQUET (14)

**1935-1938 : La ligne assimilationniste
du Front Populaire (1)**

**Naissance du front
unique à Alger**

L'année 1935 ouvrit la période ascendante du Front populaire, au cours de laquelle les problèmes coloniaux furent de plus en plus relégués au second plan par les dirigeants du Parti communiste français. La réalisation de l'unité des masses populaires dans la lutte contre le fascisme constituait l'objectif principal des communistes français, qui lui consacraient l'exclusivité de leurs efforts. Cette ligne, issue de la juste tactique « *Classe contre classe* », visait au départ à réaliser le « *front unique* » de la classe ouvrière face à la montée du fascisme. Elle était fondamentalement juste et ce fut dans les formes de son application qu'apparurent de graves erreurs opportunistes essentiellement dues à Maurice Thorez (1).

Le 27 juillet 1934 avait été signé le Pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre entre le Parti communiste français (section française de l'Internationale communiste, III^e Internationale) et le Parti socialiste (S.F.I.O. : Section française de l'Internationale ouvrière, II^e Internationale). Il ne comportait aucune référence aux luttes des peuples des colonies contre l'impérialisme français.

Moins de trois mois plus tard, en octobre 1934, communistes et socialistes d'Alger signaient à leur tour un pacte dont les objectifs réformistes concernaient soit les populations autochtones, soit la communauté européenne, soit les deux à la fois : il s'agissait de « *Mobiliser toute la population laborieuse contre le Code de l'Indigénat toutes les lois d'exception ; pour les droits politiques et syndicaux ; pour la défense des libertés démocratiques ; pour la liberté de la presse et de réunion ; pour la défense des mœurs et coutumes des Musulmans ; pour l'application en Algérie des lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat ; contre les décrets-lois ; pour la défense des organisations syndicales et pour l'application en Algérie des lois sociales ; pour l'exonération des impôts aux paysans pauvres, aux petits commerçants et aux artisans ; pour la cessation des saisies et des expropriations ; contre la terreur en Tunisie ; pour le soutien aux peuples opprimés.* » Ce document ne comportait aucune allusion, si minime

soit-elle, au droit légitime du peuple algérien à son indépendance nationale. Au contraire, plusieurs de ses passages attestaient clairement de l'état d'esprit de ses cosignataires. Ils étaient encore fort loin de juger possible l'accession de l'Algérie à son indépendance nationale. Pour eux, l'essentiel, dans l'immédiat, consistait à aider les populations autochtones à bénéficier de certains droits concédés aux citoyens français. Le vieux courant centriste du Parti socialiste d'avant 1914, humaniste et assimilationniste, réapparaissait. Les deux Partis d'ailleurs « *s'engageaient à inviter leurs adhérents à travailler résolument pour la réalisation de l'unité syndicale, complément indispensable de l'unité d'action.* » Leurs représentants, bien



Premier Mai à Alger. En tête du défilé, on remarque une pancarte portant l'inscription « Attention ! Ne touchez pas à notre 33 % ». Ce 33 %, c'était le tiers colonial majorant tous les salaires des travailleurs français, par rapport à ceux de leurs homologues algériens.

que vivant en Algérie, se sentaient d'abord concernés par les mêmes problèmes revendicatifs que ceux de leurs compatriotes de la métropole. Au surplus, ils n'oubliaient pas leurs avantages « *coloniaux* » (cf. photo ci-contre).

Le 28 octobre suivant, une manifestation commune regroupa les militants communistes et socialistes algérois et les adhérents des différentes organisations de masse qu'ils contrôlaient : la C.G.T., la C.G.T.U., les Jeunesses socialistes, les Jeunesses communistes, la Ligue internationale des combattants de la paix, le Comité Amsterdam-Pleyel, le Comité des intellectuels antifascis-

tes, la Ligue des droits de l'homme, le Secours rouge international, les Amis de l'U.R.S.S., les Amis de la Patrie humaine, etc. Les travailleurs algériens s'associèrent à cette rencontre qui portait déjà en elle-même le futur Front populaire. Mais cela ne signifiait nullement quelque ralentissement de l'essor du mouvement autochtone anti-impérialiste auquel participaient essentiellement les masses paysannes dans les campagnes et les ouvriers et autres éléments pauvres dans les villes. Aussi le 30 mars 1935, satisfaisant aux injonctions réitérées des colonialistes, le ministre de l'Intérieur Régnier publia un décret ayant pour objet le « *maintien de l'ordre* » :

« *ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura, en quelque lieu, par quelque*

socialiste, prenait pour la première fois la parole à la Mutualité aux côtés de Maurice Thorez. Et le 14 juillet suivant, 10 000 délégués représentant 69 partis, groupements et organisations se retrouvaient aux Assises de la Paix et de la Liberté, au stade-vélodrome de Buffalo, prétaient serment sur un texte du « *Rassemblement populaire* », puis rejoignaient la tête d'un défilé de 500 000 personnes allant de la Bastille à Vincennes.

Le Front populaire était en marche. Thorez parlait de ses « *frères socialistes* » et de ceux avec lesquels les communistes voulaient « *marcher de l'avant vers un avenir de bien-être, de liberté et de paix.* »

L'Algérie et les problèmes révolutionnaires de son peuple étaient loin désormais pour le secrétaire général du Parti communiste français ; il suffit de feuilleter les ouvrages publiés depuis la fin de la guerre d'Algérie en guise de justifications des luttes contre le colonialisme menées par le Parti, pour constater qu'aucun texte « *probat* » n'est présenté datant de la période 1933-1945 (2).

Aussi est-ce, une fois de plus, du sein de l'Internationale communiste que devaient venir les indications et directives pour que le Parti communiste français assume ses responsabilités vis-à-vis des peuples des colonies.

Toutefois, moins d'un mois avant l'ouverture du 7^e Congrès de l'Internationale, André Ferrat publia dans le numéro 13 des *Cahiers du bolchevisme* en date du 1^{er} juillet 1935 un remarquable article sous le titre : « *Les questions de la révolution en Algérie et l'idéologie colonialiste.* » C'était une réfutation brillante des thèses qui niaient la qualité de « *nation* » de l'Algérie. Les arguments opposés par André Ferrat aux trotskystes méritent une sérieuse attention, mais nous ne les présenterons dans le détail que dans un chapitre ultérieur fondamental où nous développerons la critique de la mystification théorique relative à « *l'Algérie, nation en formation dans le creuset de vingt races* » lancée par Maurice Thorez à Alger, le 11 février 1939. Moins d'un an plus tard, André Ferrat était exclu du Parti communiste français sous l'accusation de sectarisme ; il s'opposait en fait à la ligne opportuniste de droite de Thorez dans le développement du Front populaire (3).

(A suivre.)

QU'ETAIT "LE CODE DE L'INDIGENAT" ?

Le « *Code de l'Indigénat* », introduit par un décret de 1881, prévoyait des peines spéciales pour les « *Musulmans* », « *non prévues par la loi française* ». Il définissait une liste d'infractions pouvant être modifiée par des arrêtés préfectoraux. Parmi les 41 infractions prévues en 1890 figuraient : les propos contre la France et le gouvernement, le refus de service de garde ou de poste-vigie, l'oubli de faire viser son permis là où on séjourne plus de vingt-quatre heures, etc.

La procédure de répression « *mieux adaptée aux besoins des indigènes* » était surtout rapide et livrée au pouvoir discrétionnaire de l'Administration.

Les peines encourues allaient de l'internement administratif au séquestre, elles instituaient des

« *peines spéciales pour indigènes* » comportant des prestations et des corvées, c'est-à-dire le travail obligatoire.

Le Code établissait le régime de « *l'indigénat* » dans un souci de « *sécurité et d'accommodation de l'indigène sous une autorité ferme et juste* »... l'autorité répressive et sanglante du colonialisme.

De 1880 à 1962, les dispositions du Code de l'Indigénat connurent de nombreuses modifications, notamment sous la pression du mouvement national algérien. Mais on peut considérer qu'en définitive seule l'héroïque guerre populaire de révolution nationale menée par le peuple algérien en assura l'abolition définitive en rejetant la domination colonialiste de l'impérialisme français.

moyen que ce soit, provoqué, soit des Indigènes des colonies ou des protectorats français ou des étrangers résidant en Algérie, à des désordres ou manifestation contre la souveraineté française, à la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique, sera puni d'une peine de trois mois à deux ans de prison et de 500 francs à 5 000 francs d'amende.

« *ARTICLE 2. — Si l'auteur de l'infraction est fonctionnaire, les peines pourront être portées au double. L'interdiction d'exercer des fonctions publiques pendant une durée de cinq à dix ans pourra en outre être prononcée.*

« *ARTICLE 3. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.* »

Les forces répressives stationnées en Algérie furent aussitôt renforcées.

Mais à Paris, la Cour de Cassation rendit, le 16 avril 1935, un jugement annulant la dissolution en 1929 de l'Etoile Nord-Africaine. Messali Hadj, Amar Immache et Belkacem Djaref furent libérés le 1^{er} mai suivant. Le premier, prudent, disparut aussitôt et se réfugia en Suisse au mois de septembre. Les deux autres militants « *étoilistes* » furent de nouveau arrêtés presque aussitôt et réemprisonnés.

La répression qui les frappait, en violation de la légalité bourgeoise elle-même, n'empêchait absolument pas le peuple algérien de poursuivre ses manifestations de plus en plus imposantes sur le territoire même de sa patrie.

A Paris, le Front populaire prenait forme. Le 25 juin 1935, Daladier, président du Parti radical et radical-

(1) Le 29 octobre 1947, Maurice Thorez prononça à ce sujet un discours autocritique, devant le Comité Central. Nous pensons d'ailleurs que son autocritique resta nettement insuffisante, mais c'est là le sujet d'une autre étude que celle actuellement présentée à nos lecteurs.

(2) Pour les textes effectivement présentés se référant à la période postérieure à 1945, nous aurons l'occasion d'en traiter plus loin. Le volume considéré comme le plus complet à ce sujet dans les rangs du P.C.F., a pour titre « *Le Parti communiste français dans la lutte contre le colonialisme* ». Il a été publié en 1962 aux Editions Sociales et présenté par Monique Lafon. Son contenu ne fait que confirmer... le nôtre : le P.C.F. n'a pas joué le rôle prévu par les 21 conditions envers les « *colonies* ».

(3) Ce militant, dont la ligne politique vis-à-vis du problème de l'Algérie, nous est apparue solide et juste pendant plusieurs années, aurait échoué dans les rangs du Parti socialiste SFIO, après son exclusion du P.C.F. ! Certains le prétendent trotskyste, mais ses écrits attestent du contraire. Sans doute fut-il victime d'une grave injustice lors de son exclusion, mais son ralliement à la social-démocratie n'en est pas moins déconcertant.

VIETNAM DU SUD :

LE PEUPLE TOUT ENTIER CONTRE LES AGRESSEURS !

La nouvelle « bombe diplomatique » de Nixon n'a pas eu plus d'effets qu'un misérable pétard. Son nouveau « plan en huit points » est apparu à tous pour ce qu'il est : UNE IMMENSE DUPERIE, destinée à perpétuer l'agression américaine contre les peuples du Sud-Est Asiatique.

UN SEUL PLAN DE PAIX

Nixon veut la paix ? Quoi de plus simple pour lui ? Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam lui en

— Les Etats-Unis se doivent de mettre fin à leur guerre d'agression au Vietnam, de mettre un terme à leur politique de « vietnamisation » de la guerre, de retirer du Sud-Vietnam la totalité des troupes, conseillers, personnel militaire et technique, armements et autres moyens de guerre des Etats-Unis et des autres pays du camp américain, démanteler toutes les bases militaires américaines au Sud-Vietnam, cesser toute activité militaire tant au nord qu'au sud du Vietnam.

— Les Etats-Unis se doivent de cesser tout soutien et tout engage-

la démocratie, et qui soit disposée à engager des conversations avec le G.R.P. en vue de former un gouvernement de large concorde nationale à trois composantes. Ce gouvernement organisera des élections générales réellement libres et démocratiques.

UN PEUPLE UNANIME

Ces conditions sont dictées par le peuple vietnamien tout entier. Jamais son unanimité n'a été si totale, jamais Thieu n'a été si SEUL.

Aujourd'hui, trois choses sont claires à l'esprit de millions de Vietnamiens :

- 1° La défaite est sûre.
- 2° Thieu est un obstacle à la libération.
- 3° Les Forces Populaires vaincront.

Fort de ces certitudes, des millions de Vietnamiens redoublent d'efforts et d'inventions pour chasser les agresseurs. Contre l'ennemi aux abois, il faut frapper fort, vite, partout. Et le combattant au Sud-Vietnam a mille et un visages. Telle la combattante des F.A.P.L., le vieux paysan des Hauts Plateaux ; telle la mère qui soustrait son adolescent aux enrôleurs de l'armée fantoche, tel ce paysan qui aide un soldat de l'armée fantoche à désertir ; tel ce membre de l'administration qui n'applique pas les directives criminelles de Thieu.

Aujourd'hui, tous ceux qui ont été trompés ouvrent les yeux ; ceux qui tremblaient s'enhardissent et entrent dans la lutte.

UN PEUPLE EXEMPLAIRE

Cet assaut multiforme et généra-

lisé du peuple est encouragé et dirigé par le G.R.P. Le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam vient de lancer un appel à tout le peuple, et notamment aux membres de l'armée fantoche, de la police et de l'administration POUR QU'ILS S'OPPOSENT A LA POLITIQUE DE VIETNAMISATION des agresseurs. Les Yankees veulent transformer les Vietnamiens à leur solde, les faire mourir à leur place... Soldats, membres de l'administration fantoche doivent s'opposer à cela ; et chacun de leurs actes en faveur du peuple et de la libération leur sera comptable. Il n'est pas trop tard pour œuvrer dans le sens de la libération. Chaque coup porte !

Aujourd'hui encore, LE PEUPLE VIETNAMIEEN FAIT LA DEMONSTRATION EBLOUISSANTE DE LA JUSTESSE DE SA CAUSE, DE L'EXEMPLARITE DE SON COMBAT. Les Yankees sèment la mort, la terreur et la haine. Le peuple vietnamien mène son combat, sans vengeance inutile, IMPLACABLE ET JUSTE. Les Yankees utilisent les armes les plus meurtrières, organisent des bataillons à l'armement ultra-moderne... Mais bataillons se réduisent bientôt à leurs seuls chefs... tant la désertion suit de près l'enrôlement forcé ! Et les armes passent au peuple !

Nixon ! il est temps d'accepter le plan de paix du peuple vietnamien ; car chaque jour qui passe rendra la défaite d'aujourd'hui plus cuisante encore !

Camille GRANOT.



Le peuple plus uni que jamais vomit Thieu.

a indiqué les moyens : ACCEPTER LES SEPT POINTS DU G.R.P.

M. Nguyen Van Thieu, chef adjoint de la délégation du G.R.P. à Paris, a précisé les deux points fondamentaux de ce plan de paix :

ment à l'égard du groupe belliciste actuellement au pouvoir à Saigon et dirigé par Nguyen Van Thieu, pour que soit formée à Saigon une administration qui se prononce pour la paix, l'indépendance, la neutralité et

PAKISTAN ORIENTAL : RIEN N'EST RÉGLÉ !

L'expansionnisme indien et ses maîtres sociaux-impérialistes jubilent cyniquement. Foulant aux pieds la volonté exprimée par la masse des peuples du monde, ils poursuivent l'occupation du Pakistan oriental, y mettent en place des structures visant à assurer leur domination sur le Pakistan oriental. Ils prétendent légaliser l'occupation du Pakistan oriental, faire accepter le fait accompli au nom du principe impérialiste du « droit du plus fort ». Ces bandits et leurs fantoches sèment la terreur au Pakistan oriental.

A Dacca, l'armée massacre des membres de la communauté bihari réfugiée dans des ghettos. Des professeurs, fonctionnaires sont démis de leurs fonctions pour refuser l'occupation étrangère.

Des camps de concentration sont constitués vers lesquels de nombreux bharis sont déportés comme à Mirpuv.

Face à cette terreur organisée par l'occupant et ses fantoches, la résistance du peuple pakistanais s'organise et déjà des affrontements armés ont eu lieu avec l'armée. Telle est la situation au Pakistan oriental.

Pendant ce temps, un certain nombre de gouvernements, foulant aux pieds les principes élémentaires de la coexistence pacifique, reconnaissent le soi-disant « Bangladesh » occupé. Parmi ceux-ci, le gouvernement social-impérialiste de l'U.R.S.S. qui, rappelons-le par ailleurs, maintient des relations avec la clique pro-américaine de Lon-Nol au Cambodge. Notons encore les sionistes d'Israël qui occupent les territoires arabes ; le gouvernement britannique, dont les mains sont couvertes du sang du peuple

d'Irlande. Pour riposter à cette mesure le Pakistan s'est retiré du Commonwealth.

Dans les circonstances présentes, le peuple du Pakistan reconnaît ses amis de ses ennemis.

Lors de son récent voyage à Pékin, le président Ali Bhutto a pu constater le soutien résolu apporté par le gouvernement et le peuple chinois à la juste lutte du peuple du Pakistan. A cette occasion, le Premier ministre Chou En-lai a déclaré : « Il y a déjà plus d'un mois, nous avons déclaré que la chute de Dacca ne constitue nullement un « jalon » marquant la marche des agresseurs indiens vers la victoire, mais le point de départ conduisant à leur défaite ».

Lors de son voyage, le président Bhutto a pu constater encore le soutien apporté par les patriotes khmers en lutte contre l'impérialisme américain. Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, a déclaré à cette occasion : « La raison pour laquelle nous nous tenons du côté du Pakistan est que nous n'acceptons pas le principe de l'ingérence de pays étrangers dans les affaires d'un Etat souverain ».

A l'heure où la criminelle de guerre Indira Ghandi répète que la guerre peut reprendre avec le Pakistan, montrant ainsi que son appétit expansionniste n'est pas encore satisfait. Nous devons renforcer notre vigilance et notre soutien au peuple du Pakistan en lutte pour son indépendance nationale.

Rien n'est réglé dans le sous-continent indien. Les expansionnistes indiens et leurs maîtres de Moscou ont semé le vent, la tempête est en train de se lever.

LUTTES EN EUROPE :

ESPAGNE :

Alors que les facultés de Madrid sont toujours en grève et que la police franquiste ouvre le feu sur des manifestations étudiantes à Barcelone, la classe ouvrière d'Espagne passe à nouveau à l'offensive, signifiant ainsi au bourreau Franco qu'il est assis sur un volcan.

Après l'enlèvement du directeur de l'entreprise « Precicontrol » pour imposer la réintégration de 150 travailleurs licenciés, c'est 4 600 ouvriers des chantiers navals qui déclenchent une grève de solidarité unanime pour soutenir 2 600 de leurs camarades sanctionnés.

En Catalogne, les ouvriers du textile, de la métallurgie, des mines de potasse ont fait grève plusieurs jours, ainsi que 10 000 travailleurs dans la région de Bilbao.

A Madrid, 15 000 employés de banques ont fait grève et manifesté en plein centre de la ville malgré les charges de la police montée.

En Biscaye, 7 000 métallos des hauts-fourneaux ont manifesté contre la convention collective en cours de « négociation ».

Pendant ce temps, le ministre français Bettencourt est solennellement reçu par Franco et l'on apprend qu'il s'est longuement entretenu de l'organisation « syndicale » franquiste en compagnie de son compère espagnol chargé des affaires syndicales. On comprend que ces messieurs aient des soucis communs : il y a eu 1 600 grèves en Espagne en 1971 contre 491 l'année précédente !

ITALIE :

Une nouvelle fois, Rome a été paralysée par la grève générale jeudi dernier. Les travailleurs des

chemins de fer, des transports, de tous les services publics, des journaux, des spectacles se sont joints aux ouvriers des entreprises romaines pour manifester contre l'accroissement du chômage et exiger la satisfaction de leurs revendications

La lutte de classe grandit en Italie où il ne se passe pas un jour sans grève, sans affrontements entre la classe ouvrière et les commandos fascistes ou les charges de police.

Dans les usines, la conscience de classe et l'unité à la base classe contre classe s'affermissent : les grèves décidées et dirigées par les assemblées générales de travailleurs se multiplient, notamment dans les industries automobiles et métallurgiques, imprimant un nouvel essor aux luttes de la classe ouvrière italienne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail et contre le chômage et la hausse des prix.

GRANDE-BRETAGNE :

La grève déterminée des mineurs britanniques entre dans sa cinquième semaine et commence à affoler les capitalistes anglais : des centrales thermiques sont déjà paralysées par le manque de charbon. Aussi ne reculent-ils pas devant le meurtre pour tenter de faire plier la résolution des grévistes : un membre d'un piquet de grève, père de six enfants, vient d'être tué par un camion qui forçait l'accès de la centrale électrique de Scunthorpe. Cet assassinat ne fera pas reculer les mineurs mais renforce leur colère et leur détermination de lutte contre leurs exploités.

Les travailleurs des pays européens ne paieront pas la crise du capitalisme !